

Annexe A-1-i

**Copie de l'attestation de délégation de pouvoir de Monsieur
Hubert FRANCOIS, représentant légal de la société FINACHEF,
Présidente de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de
l'Est à Monsieur Patrick DALLA VALLE, Directeur Industriel
du groupe SALINS**



ATTESTATION

Je soussigné Hubert FRANÇOIS,

Agissant en qualité de représentant légal de la société FINACHEF, dont le siège social est à Clichy (92115) 92-98 boulevard Victor Hugo, elle-même Président de la COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST (« CSME »), dont le siège social est à Clichy (92115) 92-98 boulevard Victor Hugo, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 412 431 744,

Et en vertu des pouvoirs qui m'ont été délégués par l'assemblée générale ordinaire du 15 décembre 2015, contenant notamment pouvoir de substituer,

Atteste avoir donné délégation de pouvoir à :

Monsieur Patrick DALLA VALLE, Directeur Industriel du Groupe Salins, entre autres sur le point suivant :

- Mettre en œuvre et faire respecter l'ensemble des règles applicables aux sites miniers et concessions minières inexploités détenus par CSME, notamment déposer les dossiers d'arrêt définitif de travaux, faire réaliser les travaux d'arrêt, de mise en sécurité et surveillance des sites miniers inexploités et demander les renonciations de concessions minières.

Fait à Clichy
Le 28 septembre 2016

Annexe A-1-ii

**Copie de l'extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale
Ordinaire du 15 décembre 2015 nommant la société FINACHEF
en qualité de Présidente de la Compagnie des Salins du Midi et
des Salines de l'Est**

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST
Société par actions simplifiée au capital de 68 040 000 €
Siège social : 92-98 boulevard Victor Hugo 92115 Clichy
R.C.S. Nanterre 412 431 744

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 15 DECEMBRE 2015**

L'an 2015, le 15 décembre à 14 heures,

Les actionnaires de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, société par actions simplifiée au capital de 68 040 000 €, dont le siège social est sis 92-98 boulevard Victor Hugo 92115 Clichy (la « **Société** »), se sont réunis en assemblée générale ordinaire, au siège social, sur convocation du Président en date du 4 décembre 2015.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

En l'absence du Président de la Société, et conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts, l'assemblée générale élit à l'unanimité M. Jean-Marc Berndt en qualité de Président de l'assemblée.

M. Gérard Picard et M. Jean-Pierre Duboux, représentants du Comité Central d'Entreprise, invités à participer à la réunion conformément aux dispositions de l'article L 2323-67 du code du travail, sont présents.

Mme Véronique Quarini est désignée comme secrétaire de la séance.

La société Rsa et la société PricewaterHouseCoopers Audit, commissaires aux comptes, ont été régulièrement convoquées et sont absentes et excusées.

Le Président communique à l'assemblée la feuille de présence dont il résulte que les actionnaires présents ou représentés possèdent ensemble l'intégralité des actions ayant le droit de vote. En conséquence, l'assemblée est légalement constituée et peut valablement délibérer.

Puis le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- une copie des statuts de la société,
- une copie de la lettre de convocation adressée à tous les actionnaires,
- une copie de la lettre de convocation adressée aux commissaires aux comptes,
- la feuille de présence de l'assemblée,
- les pouvoirs des actionnaires représentés,
- les comptes de l'exercice 2015,
- les rapports du Président,
- les rapports des commissaires aux comptes,
- le texte du projet des résolutions soumises à l'approbation de l'assemblée.



Le Président déclare en outre que tous les documents et renseignements prévus par la loi ont été tenus à la disposition des actionnaires préalablement à la présente assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis le Président rappelle que la présente assemblée a été convoquée à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

-
- Démission de la société Unisel de ses fonctions de Président de la société
 - Nomination de la société Finachef en qualité de Président de la société, détermination de ses pouvoirs et de sa rémunération
-

Le Président donne lecture des rapports du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

Le Président déclare la discussion générale ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes :

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président, prend acte de la démission remise par la société UNISEL de ses fonctions de Président de la société COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST à l'issue de l'assemblée générale qui aura pourvu à son remplacement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Président, nomme en qualité de Président de la société, en remplacement de la société UNISEL, pour une durée illimitée :

- la société FINACHEF, société à responsabilité limitée au capital de 20 995 974,00 €, dont le siège social est sis 92-98 boulevard Victor Hugo à 92115 Clichy, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 754 012 094.

FINACHEF a d'ores et déjà fait savoir qu'elle acceptait les fonctions de Président de la Société qui lui seraient confiées et qu'elle n'est frappée par aucune mesure, ni disposition légale ou réglementaire susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

Le Président est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les statuts aux décisions collectives des associés.



Conformément aux statuts, le Président pourra déléguer, sous sa responsabilité, tout ou partie de ses pouvoirs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Extrait certifié conforme

Clichy, le 15 septembre 2016

Le Président,



Société FINACHEF, représentée par
M. Hubert François

Annexe A-1-iii

**Copie de l'extrait Kbis de la société FINACHEF attestant que
Monsieur Hubert FRANCOIS en est le représentant légal**

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

à jour au 29 septembre 2016

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	754 012 094 R.C.S. Nanterre
<i>Date d'immatriculation</i>	28/10/2015
<i>Transfert du</i>	R.C.S. de Paris en date du 31/08/2015
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	FINACHEF
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Capital social</i>	20 995 974,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX
<i>Activités principales</i>	La création et la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, par voie d'acquisition, fusion, apport ou tous autres moyens; l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières; toutes prestations de gestion, de direction, d'administration, ou encore, toutes prestations de services en vue d'assurer l'animation d'un groupe de sociétés dont la société assurera le contrôle; la création, l'acquisition, l'exploitation, et éventuellement, la cession de toutes entreprises, françaises ou étrangères, dans tout domaine d'activité, notamment, industriel, commercial, financier, agricole ou hôtelier; toutes prestations commerciales se rattachant directement ou indirectement à cet objet; toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 25/09/2111
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 juin
<i>Date de clôture du 1er exercice social</i>	30/06/2016

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Gérant

<i>Nom, prénoms</i>	FRANCOIS Hubert Michel Marie Joseph
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 23/12/1957 à Neuilly-sur-Seine (92)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	2 Rue HERRAN 75116 Paris

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	63 Rue DE VILLIERS 92200 Neuilly-sur-Seine
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	RSA
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	11-13 Avenue DE FRIEDLAND 75008 Paris
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	381 199 215 R.C.S. Paris

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Nom, prénoms</i>	FOURCADE Jean-Louis
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 19/02/1963 à Narbonne (11)
<i>Nationalité</i>	Française

N° de gestion 2015B08333

*Domicile personnel ou adresse
professionnelle*

11-13 Avenue de Friedland 75008 Paris

Commissaire aux comptes suppléant

Nom, prénoms

GEORGHIOU Jean Christophe

Date et lieu de naissance

Le 04/05/1965 à Grenoble (38)

*Domicile personnel ou adresse
professionnelle*

63 Rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement

92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX

Activité(s) exercée(s)

La création et la prise de participations ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, par voie d'acquisition, fusion, apport ou tous autres moyens; l'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières; toutes prestations de gestion, de direction, d'administration, ou encore, toutes prestations de services en vue d'assurer l'animation d'un groupe de sociétés dont la société assurera le contrôle; la création, l'acquisition, l'exploitation, et éventuellement, la cession de toutes entreprises, françaises ou étrangères, dans tout domaine d'activité, notamment, industriel, commercial, financier, agricole ou hôtelier; toutes prestations commerciales se rattachant directement ou indirectement à cet objet; toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Date de commencement d'activité

24/09/2012

Origine du fonds ou de l'activité

Création

Mode d'exploitation

Exploitation directe

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 12 du 28/10/2015

La société ne conserve aucune activité à son ancien siège

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

Annexe A-2

**Copie de l'extrait Kbis du Registre du Commerce et des Sociétés
de Nanterre**

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 27 août 2016

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	412 431 744 R.C.S. Nanterre
<i>Date d'immatriculation</i>	27/10/2009
<i>Transfert du</i>	R.C.S. de Paris en date du 01/10/2009
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée à associé unique
<i>Capital social</i>	68 040 000,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 10/06/2096
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	30 juin

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

<i>Dénomination</i>	FINACHEF
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Adresse</i>	92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	754 012 094 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	RSA
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	11-13 Avenue de Friedland 75008 Paris
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	381 199 215 R.C.S. Paris

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme
<i>Adresse</i>	63 Rue DE VILLIERS 92200 Neuilly-sur-Seine
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Nom, prénoms</i>	ROUX Gérard
<i>Domicile personnel ou adresse professionnelle</i>	34 Avenue Hoche 75008 Paris

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Nom, prénoms</i>	CHAUMARTIN Anik
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 19/06/1961 à Lyon 6ème (69)
<i>Domicile personnel ou adresse professionnelle</i>	63 Rue de Villiers 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention n° 2 du 26/07/1999

Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A

L'APPORT SA COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES
DE L'EST 562 090 613 RCS PARIS

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	92-98 Boulevard Victor Hugo 92115 Clichy CEDEX
Activité(s) exercée(s)	L'exploitation de salins de mer, salines de sel igné, mines de sel, gemmes et domaines agricoles, la préparation, le traitement, le conditionnement
Date de commencement d'activité	16/06/1999
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Narbonne
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Dax
R.C.S. Nancy

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 3 du 11/08/2000	SOCIETES AYANT PARTICIPE A LA FUSION : SA LA SALORGE DE GUERANDE 328 161 526 RCS ST NAZAIRE - SARL S.F.G. SOCIETE FINANCIERE GIOT 404 939 837 RCS ST NAZAIRE
- Mention n° 4 du 09/05/2001	APPORT PARTIEL D'ACTIF DE L'ACTIVITE SEL DE GUERANDE ET CONDIMENTS AU PROFIT DE LA SOCIETE LE PALUDIER 431 954 676 RCS ST NAZAIRE
- Mention n° 1 du 21/09/2006	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 01-09-2006 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 01-09-2006 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention n° 33646 du 06/05/2016	Fusion-absorption de la société ECLAE SAS (RCS NANTERRE : 448 965 434) à compter du 09/04/2016

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

Annexe A-3

**Copie des statuts certifiés conformes de la Compagnie des Salins
du Midi et des Salines de l'Est**

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Société par actions simplifiée au capital de 68 040 000 €
Siège social : 92-98 boulevard Victor Hugo 92115 Clichy
RCS Nanterre 412 431 744

=====

STATUTS A JOUR AU 31 AOUT 2015

Copie certifiée conforme

Le 31 août 2015

Le Président,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'H. François', is written over the printed name 'Hubert François'.

Hubert François

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est constitué entre les propriétaires des actions ci-après existantes et de celles qui pourraient être créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment avec un ou plusieurs actionnaires.

La Société a été exploitée sous la forme d'une société anonyme à conseil d'administration jusqu'au 30 juin 2015.

La Société ne peut pas faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en tous pays, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers ou en participation avec des tiers :

- L'exploitation de salins de mer, salines de sel igné, mines de sel gemme et domaines agricoles.
- La préparation, le traitement, le conditionnement et le commerce de tous produits issus de cette exploitation ou de produits analogues ou connexes.
- L'acquisition, la prise en location avec ou sans promesse de vente de tous terrains avec leurs accessoires ; l'obtention de toutes concessions gratuites ou onéreuses ; la mise en exploitation des terrains et concessions ; leur location ou sous-location à des tiers soit avant, soit après leur mise en exploitation ; la revente ou l'aliénation, sous quelque forme que ce soit, des immeubles lui appartenant.
- La prestation de tous services dans le cadre des activités ci-dessus sous forme d'ingénierie ou autrement.
- Et généralement, toutes opérations agricoles, commerciales, industrielles, minières, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination sociale :

COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », de l'indication du capital social, ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 92-98 boulevard Victor Hugo 92115 Clichy.

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts.

ARTICLE 5 - DUREE

La société expirera le 11 juin 2096, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de soixante-huit millions quarante mille (68 040 000 €) euros divisé en deux millions huit cent trente-cinq mille (2 835 000) actions de vingt-quatre (24) euros de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie.

Toutes les actions ont été entièrement libérées.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur applicables aux sociétés anonymes de nationalité française, par décision des associés prise dans les conditions de l'article 13 ci-après.

Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus.

Le capital peut être amorti au moyen des sommes distribuables au sens de la loi, par une décision des associés.

ARTICLE 8 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de chaque associé, selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la Société, dans les conditions et modalités prévues par la loi.

ARTICLE 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Les associés le cas échéant, ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

En outre, chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives en cas de pluralité d'associés. Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Sauf convention contraire notifiée à la Société, si une action est grevée d'usufruit, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation du résultat.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou, en conséquence, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autres opérations sociales, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 10 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La cession des actions s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ». La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement, dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

ARTICLE 11 - DIRECTION DE LA SOCIETE

11.1 Président :

La Société est représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne physique, associée ou non de la Société, soit une personne morale, associée ou non de la Société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au Président de la société par actions simplifiée.

1 - Nomination du Président.

Le Président est nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des associés.

2 - Durée du mandat.

La durée du mandat du Président est fixée par la décision qui le nomme.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

3 - Démission - Révocation.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de un (1) mois lequel pourra être réduit par la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

Le Président personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de 75 ans révolus. Le Président personne morale sera démissionnaire d'office au jour de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des associés. La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du Président, ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la société d'indemnité de cessation de fonctions.

4 - Rémunération.

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de Président n'a pas pour effet de résilier ce contrat.

5 - Pouvoirs du Président.

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le Président peut accomplir tous actes de direction, de gestion et d'administration de la Société, dans la limite de l'objet social.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Le Président dispose notamment des pouvoirs propres suivants :

- il arrête les comptes prévisionnels et le budget,
- il arrête les comptes sociaux, le cas échéant les comptes consolidés, et établit le rapport annuel de gestion.

11.2 Directeur Général :

Le Président peut être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux qui sont, soit une personne morale associée ou non, soit une personne physique, associées ou non.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeurs Généraux en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Les règles fixant la responsabilité des membres du Conseil d'Administration des sociétés anonymes sont applicables au Directeur Général de la Société par Actions Simplifiée.

1 - Nomination du Directeur Général.

Le Directeur Général est nommé par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des voix dont disposent tous les associés.

2 - Durée du mandat.

La durée du mandat du Directeur Général est fixée par la décision qui le nomme.

Le mandat du Directeur Général est renouvelable sans limitation.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions et assume la direction de la Société jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

3 - Démission - Révocation.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de un (1) mois lequel pourra être réduit par la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

La démission du Directeur Général n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le Directeur Général personne physique sera considéré comme démissionnaire à la date où il aura atteint l'âge de 75 ans révolus.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par une décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple des voix dont disposent tous les associés. La décision de révocation du Directeur Général peut ne pas être motivée. En outre, le Directeur Général est révocable par le Tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

La révocation du Directeur Général ne peut en aucun cas ouvrir droit à versement par la Société d'indemnité de cessation de fonctions.

4 - Rémunération.

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général sera remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le Directeur Général, personne physique, ou le représentant de la personne morale Directeur Général, pourra être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de Directeur Général n'a pas pour effet de résilier ce contrat.

5 - Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général assiste le Président dans ses fonctions. Il n'a qu'un rôle d'auxiliaire du Président auquel il reste subordonné.

Les pouvoirs du Directeur Général sont fixés par la collectivité des associés en accord avec le Président lors de la décision de sa nomination ; ils ne peuvent être modifiés que dans les mêmes conditions.

Dans les rapports avec les tiers, le Directeur Général représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social. Les dispositions limitant les pouvoirs du Président sont applicables au Directeur Général.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers.

ARTICLE 12 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toutes les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, son directeur général, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doivent être soumises à la procédure de contrôle et d'approbation prévue par la Loi.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son dirigeant.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

ARTICLE 13 - DECISIONS DES ASSOCIÉS

Les associés sont seuls compétents et ne peuvent déléguer leurs pouvoirs pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat,
- approbation des opérations visées à l'article 12 des statuts,
- nomination, pouvoirs, rémunération et révocation du Président et du Directeur Général,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- transformation de la Société,
- modification du capital social : augmentation, réduction, amortissement,
- fusion, dissolution, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- toutes modifications statutaires, à l'exception du transfert du siège social.

Toutes autres décisions sont de la compétence du Président.

Le Commissaire aux Comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que l'Associé Unique ou les associés. Le Commissaire aux Comptes est averti de toute décision de l'Associé Unique ou des associés.

Sous réserve de l'exception prévue ci-après, les décisions collectives des associés sont prises au choix du Président, en Assemblée générale ou par consultation par correspondance ou par téléconférence (téléphonique ou audiovisuelle). Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Ces décisions seront répertoriées dans un registre. Tous moyens de communication – vidéoconférence, télécopie, conférence téléphonique, messagerie, etc...- peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation. Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit (8) jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent les associés même absents, dissidents ou incapables.

1. Consultation des associés en Assemblée

L'Assemblée est convoquée par le Président ou par un mandataire désigné en justice, en cas de carence du Président. Lorsque la tenue d'une Assemblée n'est pas obligatoire, l'Assemblée est convoquée par l'associé ou un des associés demandeurs remplissant les conditions prévues dans le paragraphe ci-dessus. Le Commissaire aux Comptes peut, à toute époque, convoquer une Assemblée.

Elle est réunie au lieu de réunion fixé par l'auteur de la convocation.

La convocation est faite par tout moyen de nature à assurer l'information des associés, tels que oralement, message électronique, télécopie, lettre simple, lettre recommandée avec accusé de réception, cinq (5) jours au moins avant la date de la réunion. Elle peut être faite sans délai en cas d'urgence. La Société conservera toutes preuves attestant de l'envoi des convocations.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par le Directeur Général ; à défaut, l'Assemblée élit son président.

L'Assemblée convoquée à l'initiative du Commissaire aux Comptes est présidée par celui-ci.

A chaque Assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président de séance et l'un des associés présents. Le procès-verbal est répertorié dans un registre coté et paraphé soit par un Juge du Tribunal de Commerce, soit par un Juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune.

2. Consultation par correspondance des associés

Le Président doit adresser à chacun des associés, par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux (2) exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un (1) exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations qui est répertorié dans un registre coté et paraphé soit par un Juge du Tribunal de Commerce, soit par un Juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

3. Téléconférences

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé. Le procès-verbal est répertorié dans un registre coté et paraphé soit par un Juge du Tribunal de Commerce, soit par un Juge du Tribunal d'Instance, soit par le Maire de la commune.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des représentants des associés sont conservées au siège social.

4. Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix, associé ou non.

5. Décisions extraordinaires.

Sont qualifiées de décisions extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'augmentation des engagements d'un ou plusieurs associés, à l'attribution d'avantages particuliers au profit d'associés ou de tiers, à la création d'une ou plusieurs catégories d'actions et modalités des droits qui leur sont reconnus, à l'introduction de clauses relatives à l'agrément de cessions d'actions ou à l'exclusion d'un associé, à la fusion, à la scission, la dissolution de la société et sa transformation, et d'une façon générale toute modification statutaire à l'exception du transfert du siège social.

5.1 Quorum :

En ce qui concerne ces décisions, l'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins deux tiers (2/3) des voix.

En cas de consultation par correspondance ou par téléconférence ou en cas d'établissement d'un acte authentique ou sous seings privés, les décisions ne pourront être prises que si les deux tiers (2/3) au moins des voix se sont exprimées.

5.2 Majorité :

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix dont disposent les associés présents, représentés ou s'étant exprimés.

Toutefois, lorsque les associés sont appelés à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les actions de l'apporteur ou du bénéficiaire ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les clauses relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, à l'augmentation des engagements d'un ou plusieurs associés, à l'attribution d'avantages particuliers au profit d'associés ou de tiers, à la création d'une ou plusieurs catégories d'actions et modalités des droits qui leur sont reconnus, à l'agrément des cessions d'actions ou à l'exclusion d'un associé, ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés.

6. Décisions Ordinaires.

Toutes les autres décisions d'associés sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées ou exprimées.

Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats, la nomination et la révocation du Président et du Directeur Général ainsi que la nomination des Commissaires aux Comptes, ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

ARTICLE 15 - COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés, conformément aux lois et usages du commerce et établit le rapport de gestion.

Les associés approuvent les comptes après rapport du Commissaire aux Comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 16 - RESULTATS SOCIAUX

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième (1/10^e) du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le bénéfice distribuable est attribué aux associés, selon leur décision.

En outre, la collectivité des associés, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés, lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision de la collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le Président. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement, sont prescrits.

ARTICLE 17 - CONTROLE DES COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires nommé et exerçant leur mission, conformément à la loi.

ARTICLE 18 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la Société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.
2. Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'Associé Unique, personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours, à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.
3. En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément au Code de Commerce et aux décrets pris pour son application.
4. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 19 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

ARTICLE 20 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, soit entre la Société et les associés, le Président ou le Directeur Général, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, sont soumises au Tribunal de Commerce compétent.

Annexe A-4

**Copie de l'ordonnance royale du 6 janvier 1842 instituant la
concession de mines de sel et sources d'eaux salées de
MONTMOROT et du cahier des charges annexé**

ORDONNANCE DU ROI

LOUIS PHILIPPE, roi des Français;

A tous présents et à venir, Statut:

Sur le rapport de notre Ministre Secrétaire d'Etat des Travaux Publics,

VU la demande formée le 9 janvier 1840 par le Directeur des Domaines du Département du Jura, et tendant à ce qu'il soit accordé au Domaine de l'Etat, pour être affectées à perpétuité à la Saline Domaniale de Montmorot, une concession de gîtes salifères, suivant les limites indiquées dans la dite demande ;

Le plan à l'appui et duquel il résulte que ces limites comprennent une superficie de 19 kilomètres carrés 99 hectares 85 centiares, située sur les communes de Lons-le-Saunier, Montmorot, Mefisia, Courlans, St-Didier, l'Etoile, Chille, Villeneuve-sous-Pymont, Perrigny & Montaigu;

Les certificats constatant les affiches et publications dans chacune
des communes sus indiquées;

Le n° 19 du journal de la sentinelle du Jura dans lequel l'affiche
a été insérée ;

Le rapport de l'Ingénieur des Mines, du 26 Août 1841, et l'avis de l'Ingénieur en Chef, du 29 du même mois ;

L'avis du Préfet, du 4 7bre ;

L'avis du Conseil Général des Mines, du 8 8bre;

Vu la loi sur le sel du 17 juin 1840, et la loi du 21 Avril 1810

Notre Conseil d'Etat entendu.

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. I - Il est fait concession au Domaine de l'Etat pour être attachées à perpétuité à la saline Montmorot, à partir du 1er octobre 1841, des mines de sel, et sources d'eaux salées, situées sur les territoires des communes de Montmorot, Lons-le-Saunier, Mefisia, Courlan, St-Didier, l'Etoile, Chille, Villeneuve-sous-Pymont, Perrigny et Montaigne (Jura).

11

ART.2 - Cette concession, qui prendra le nom de concession de Montmorot est limitée conformément au plan annexé à la présente ordonnance, par une série de lignes droites, formant un périmètre dont les sommets sont: Courlans, le clocher de St-Didier, la maison Richard Commune de l'Etoile, la Grange-rouge, le moulin de commerce du St-Chamberet, la Grange-Chantrans.

Les dites limites renfermant une étendue superficielle de 19 kilom. carrés 99 hectares 89 centiares.

ART.3 - Il n'est rien préjugé sur l'exploitation des gîtes de tout minéral étranger au sel qui peuvent exister dans l'étendue de la présente concession. La concession de ces gîtes de minéral, sera accordée, s'il y a lieu, après une instruction particulière, soit au concessionnaire des Mines de Montmorot, soit à d'autres personnes. Les cahiers des charges des deux concessions régleront, dans ce dernier cas, les rapports des deux concessionnaires entr'eux, pour la conservation de leurs droits mutuels et pour la bonne exploitation des deux substances.

ART.4 - Le droit attribué aux propriétaires de la surface, par les articles 6 et 42 de la loi du 21 Avril 1810, et par l'article 4 de la loi du 17 juin 1840 est réglée à une redevance annuelle de dix centimes par hectare de terrain compris dans l'étendue de la concession

ART.5 - Le concessionnaire paiera en outre aux propriétaires de la surface, les indemnités déterminées par les art. 43 et 44 de la loi du 21 avril 1810, pour les dégâts et non jouissance de terrains occasionnés par l'exploitation des mines.

ART.6 - Il acquittera la redevance fixe établie par la loi du 21 avril 1810 et le décret du 6 mai 1811, ainsi qu'il est déterminé par l'art. 4 de la loi du 17 Juin 1840. Il acquittera en outre toutes les charges résultant des lois relatives à l'impôt du sel.

ART.7 - Il se conformera exactement aux dispositions du cahier des charges, qui est annexé à la présente ordonnance.

ART.8 - Il y aura particulièrement lieu à l'exercice de la surveillance de l'Administration des Mines, en exécution des articles 47, 49 et 50 de la loi du 21 janvier 1810 et du titre II du décret du 3 janvier 1813, si la propriété de la concession vient à être transmise d'une manière quelconque à d'autres personnes par les concessionnaires. Ce cas arrivant, les nouveaux propriétaires de la concession seront tenus de se conformer exactement aux conditions prescrites par la présente ordonnance et par le cahier des charges y annexé.

ART.9 - Si la concession vient à être possédée par une société, cette société lorsqu'elle en sera requise par le Préfet, devra justifier, aux termes de l'art. 7 de la loi du 27 Avril 1838, qu'il est pourvu, par une convention spéciale, à ce que les travaux d'exploitation soient soumis à une direction unique et coordonnés dans un intérêt commun. Elle sera pareillement tenue de désigner par une déclaration authentique, faite au secrétariat de la Préfecture, celui de ses membres ou toute autre personne à qui elle aura donné les pouvoirs nécessaires pour correspondre en son nom avec l'autorité administrative, et en général pour la représenter vis-à-vis de l'administration, tant en demandant qu'en défendant.

ART.10 - Dans le cas prévu par l'art. 49 de la loi du 21 Avril 1810, où l'exploitation serait restreinte ou suspendue sans cause reconnue légitime, le Préfet assignera aux concessionnaires un délai de rigueur qui ne pourra excéder six mois. Fauts par le concessionnaire de justifier, dans ce délai, de la reprise d'une exploitation régulière et des moyens de la continuer, il en sera rendu compte, conformément au dit art. 49, à notre Ministre des Travaux Publics, qui prononcera, s'il y a lieu, le retrait de la concession, en exécution de l'art. 10 de la loi du 27 Avril 1838 et suivant les formes prescrites dans l'art. 6 de la même loi.

ART.11 - La présente ordonnance sera publiée et affichée, aux frais des concessionnaires, dans les communes sur lesquelles s'étend la concession.

ART.12 - Notre Ministre Secrétaire d'Etat des Travaux-Publics et notre Ministre Secrétaire d'Etat des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera insérée par extrait au bulletin des lois.

Fait au Palais des Tuileries le 6 Janvier 1842

signé: Louis PHILIPPE

Par le roi :

Le Ministre Secrétaire d'Etat des Travaux Publics ,

signé: J.B. TESTE

Pour ampliation :

Le Maître des Requêtes

Chef du Secrétariat Général et du Personnel,

signé: L. ROBIN

pour copie conforme:

Le Conseiller de Préfecture ,

signé: FOUVEZ

pour copie conforme:

L'Ingénieur ff. d'Ingénieur en Chef des Mines,

signé: ...

Montmorot,.
6 Janvier 1842.

MINISTERE des TRAVAUX PUBLICS

CAHIER DES CHARGES

de la concession de mines de sel et de
sources salées de MONTMOROT, département
du JURA.

--:-

Article 1er -

Dans le délai de trois mois à dater de la notification de l'ordonnance de concession, il sera planté des bornes sur tous les points servant de limite à la concession, où cette mesure sera reconnue nécessaire, et spécialement aux points marqués sur la plan. L'opération aura lieu aux frais du domaine, à la diligence du Préfet et en présence de l'Ingénieur des mines qui en dressera procès-verbal. Expéditions de ce procès-verbal seront déposées aux archives du département du Jura et à celles des mairies des communes sur lesquelles s'étend la concession.

Article 2 -

Dans le même délai, il adressera au Préfet du département les plans et coupes des travaux ouverts jusqu'à présent, dressés sur l'échelle d'un millièm et divisés en carreaux de 10 en 10 millimètres avec leur situation par rapport aux habitations, routes et chemins.

Article 3 -

Il joindra aux plans et coupes mentionnés en l'article précédent un mémoire circonstancié, indiquant la manière dont il entend continuer les travaux d'exploitation, la disposition générale des travaux qu'ils se propose d'exécuter et la situation des nouveaux puits, galeries et trous de sonde qu'il voudra ouvrir par rapport aux habitations, routes et chemins. Ces nouveaux travaux devront se trouver dessinés sur les plans mentionnés ci-dessus, mais de manière à pouvoir être facilement distingués des travaux déjà exécutés. Le concessionnaire joindra d'ailleurs tous les plans et coupes de détails nécessaires à l'intelligence du projet.

Article 4 -

Le projet ci-dessus mentionné, ainsi que les plans à l'appui, seront portés à la connaissance du public. A cet effet, des affiches seront apposées dans chaque mairie dans les communes comprises dans ce projet, et une copie du plan sera déposée dans chaque mairie.

.../...

Article 5 -

Sur le vu de ces pièces et sur le rapport de l'Ingénieur des mines, le Préfet autorisera l'exécution du projet des travaux, s'il ne doit en résulter aucun des inconvénients ou dangers énoncés dans le titre 5 de la loi du 21 avril 1810, ou dans les titres 2 et 3 du décret du 3 Janvier 1813, ou dans l'article 21 de l'ordonnance du 7 mars 1841, et si le projet assure aux mines une exploitation régulière et durable en se coordonnant, s'il y a lieu, soit avec la marche des exploitations voisines, soit avec l'exécution des travaux, qui pourraient être ultérieurement prescrits par l'administration dans l'intérêt général. Dans le cas contraire, le Préfet apportera au projet les modifications nécessaires d'après les motifs ci-dessus indiqués, avant d'en autoriser l'exécution, sauf recours s'il y a lieu devant le Ministre des travaux publics.

Lorsque le projet d'exploitation aura été approuvé, il ne pourra être changé sans une nouvelle autorisation.

Article 6 -

Il ne pourra être procédé à l'ouverture de puits, galeries ou trous de sonde partant du jour, pour être mis en communication avec des travaux existants, sans une autorisation du Préfet, accordée sur la demande du concessionnaire et sur le rapport de l'Ingénieur des Mines.

Article 7 -

Dans tous les cas où l'exploitation compromettrait la sûreté publique, la conservation des travaux, la sûreté des ouvriers ou des habitations de la surface, il y sera pourvu par le Préfet, ainsi qu'il est pratiqué en matière de grande voirie, conformément à l'article 50 de la loi du 21 avril 1810.

Article 8 -

Toutes les fois que le concessionnaire voudra ouvrir un nouveau champ d'exploitation, il adressera au Préfet un mémoire indiquant son projet de travaux, accompagné de plans et coupes nécessaires à l'intelligence du projet, le tout dressé conformément à ce qui est prescrit par l'article 3 ci-dessus. Le projet et les plans seront portés à la connaissance du public conformément à ce qui est prescrit par l'article 4 ci-dessus, puis le Préfet sur le rapport des Ingénieurs des Mines approuvera ou modifiera ce projet ainsi qu'il est dit à l'article 5 ; les plans devront se rattacher au plan général de la concession.

Article 9 -

Chaque année, dans le courant de janvier le concessionnaire adressera au Préfet les plans et coupes des travaux exécutés dans le cours de l'année précédente. Ces plans dressés à l'échelle d'un millième, de manière à pouvoir être rattaché aux plans généraux désignés dans les articles précédents et renfermant toutes les indications mentionnées aux dits articles, seront vérifiés, s'il y a lieu, par les Ingénieurs des Mines.

.../...

Article I0 -

Dans le cas où des circonstances imprévues, ou l'approfondissement des mines obligeraient à apporter des modifications aux modes d'exploitation qui auront été déterminés conformément aux articles précédents, il y sera pourvu de la manière indiquée aux dits articles, sur la proposition du concessionnaire, ou sur la proposition des Ingénieurs des Mines, après que les uns et les autres auront été entendus et que les projets auront été portés à la connaissance du public, conformément à ce qui est prescrit par l'article 3 ci-dessus.

Article II -

Le concessionnaire ne pourra abandonner aucune partie notable des ouvrages souterrains, sans en avoir prévenu le Préfet 3 mois à l'avance, pour l'exécution des dispositions prescrites par les articles 8 et 9 du règlement de police souterraine du 3 janvier 1813, et sans que l'abandon ait été autorisé, sur le rapport des Ingénieurs des mines, par le Préfet lequel statuera sur la demande, avant l'expiration du délai ci-dessus. Les ouvertures au jour de puits, galeries ou trous de sonde, qui deviendraient inutiles seront solidement comblés ou bouchés par le concessionnaire ou à ses frais, suivant le mode qui sera prescrit par le Préfet, sur la proposition des Ingénieurs des Mines et à la diligence des maires des communes sur le territoire desquelles les ouvertures seront situées.

Article I2 -

Le concessionnaire tiendra les travaux des mines en activité constante, et ne pourra les suspendre sans cause reconnue légitime par l'administration

Article I3 -

Il devra exploiter de manière à ne pas compromettre la sûreté publique, celle des ouvriers, la conservation des mines, de manière à pourvoir aux besoins des consommateurs.

Il se conformera à cet effet aux instructions qui lui seront données par l'administration et par les Ingénieurs des mines, d'après les observations auxquelles la visite et la surveillance des mines pourront donner lieu.

Article I4 -

Il sera tenu de placer à l'orifice des puits d'extraction ou d'épuisement des machines en quantité et de force suffisante pour pourvoir aux besoins de la consommation et pour assécher convenablement les travaux. Les machines d'extraction seront toujours garnies d'un frein en bon état.

Article I5 -

Lorsque le concessionnaire abandonnera une ouverture de mine, il pourra être tenu de la faire combler en nivelant le terrain, et de faire repeupler

.../...

le terrain en essences de bois convenables au sol. Cette disposition sera ordonnée s'il y a lieu, par un arrêté du Préfet, sur les rapports des agents de l'administration forestière et des ingénieurs des mines. Le concessionnaire ayant été entendu, sauf recours devant le ministre des travaux publics.

Article I6 -

En exécution de l'article I4 de la loi du 21 avril I8I0, le concessionnaire ne pourra confier la direction de ses mines qu'à un individu qui aura justifié de la capacité suffisante, pour bien conduire les travaux.

Conformément à l'article 25 du décret du 3 Janvier I8I3, il ne pourra employer en qualité de maître-mineur, ou de chef d'atelier souterrain, que des individus qui auront travaillé au moins pendant trois ans dans les mines comme mineurs, boiseurs ou charpentiers, ou des élèves de l'école de mineurs de St Etienne, ayant achevé leurs cours d'études et pourvus d'un brevet.

Aux termes de l'article 26 du même décret de I8I3, le concessionnaire n'emploiera que des mineurs et ouvriers porteurs de livrets.

Article I7 -

En exécution des décrets des I8 novembre I8I0 et 3 Janvier I8I3, le concessionnaire tiendra constamment en ordre et à jour sur chaque mine,

- 1° Les plans et coupes des travaux souterrains dressés à l'échelle d'un millimètre pour mètre ;
- 2° Un registre constatant l'avancement journalier des travaux et les circonstances de l'exploitation dont il sera utile de conserver le souvenir, telles que l'allure des gîtes, leur épaisseur, la qualité des minerais la nature du toit et du mur, le jaugeage des eaux affluentes dans la mine et les changements notables qui peuvent survenir dans toutes ses choses.
- 3° Un registre de contrôle journalier des ouvriers employés aux travaux extérieurs et intérieurs.
- 4° Un registre d'extraction et de vente, il communiquera ces registres et plans aux ingénieurs des mines en tournée, afin que ces ingénieurs puissent y inscrire les procès-verbaux, observations et instructions dont il est fait mention dans le décret du 3 janvier I8I3. Le concessionnaire transmettra en outre au Préfet, dans la forme et aux époques qui lui seront indiquées, l'état certifié des ouvriers et celui des produits extraits dans le cours de l'année précédente.

Article I8 -

En cas de refus, de négligence ou d'inexactitude de la part du concessionnaire, en ce qui concerne l'exécution des dispositions de l'article précédent, le Préfet fera lever les plans et prendre les renseignements nécessaires par un Ingénieur des mines, et par un autre agent commissionné par lui.

.../....

Le Préfet pourra également ordonner la levée d'office des plans, que le concessionnaire n'aurait pas fournis en exécution de l'article⁹ ci-dessus, ou dont l'inexactitude aurait été reconnue par les Ingénieurs des mines.

Article 19 -

Si le concessionnaire n'adressait pas au Préfet dans les délais voulus, les plans, coupes et mémoires explicatifs exigés par les articles 2 et 3, enfin s'il ne suivait le mode d'exploitation qui aurait été autorisé par le Préfet, conformément à ce qui est spécifié aux articles 4, 5 et 8, les exploitations seraient considérées comme pouvant compromettre la sûreté publique, ou la conservation de la mine, et il y serait pourvu en exécution de l'article 50 de la loi du 21 avril 1810. En conséquence, dans chacun de ces cas, la contravention ayant été constatée par un procès-verbal de l'ingénieur des mines, la mine sera mise en surveillance spéciale, et il y sera placé aux frais du concessionnaire un garde-mines ou tout autre préposé, nommé par le Préfet, à l'effet de lui rendre un compte journalier de l'état des travaux, et de proposer telle mesure de police, qu'il jugera nécessaire

Sur ces propositions, et sur le rapport des Ingénieurs des mines, le Préfet pourra autoriser l'exécution des travaux reconnus nécessaires à la sûreté publique ou à la conservation de la mine, et la suspension ou l'interdiction des ouvrages reconnus dangereux, sauf à en rendre compte immédiatement au Ministre des travaux publics.

Article 20 -

Les frais auxquels donnera lieu l'application des articles précédents, seront réglés administrativement, et le recouvrement en sera poursuivi comme il est prescrit en matière de grande voirie ; en cas de contestation, il sera statué par le conseil de Préfecture.

Article 21 -

Dans le cas où le gouvernement reconnaîtrait nécessaire à la sûreté ou à la prospérité de la concession ou des concessions voisines, de faire exécuter les travaux d'art souterrains ou extérieurs, communs à plusieurs exploitations et destinés à la préserver de l'inondation, tels que galeries d'écoulement, moyens d'épuisement des eaux etc ..., le concessionnaire sera tenu de souffrir l'exécution de ces travaux dans l'étendue de la concession

Il sera pourvu à l'établissement des travaux ci-dessus désignés, conformément à la loi du 27 avril 1838.

Article 22 -

Dans tous les cas où les lois et règlements sur les mines autorisent l'administration à faire exécuter des travaux dans les mines aux frais du concessionnaire, le défaut de paiement de la part de celui-ci, donnera lieu à l'application des dispositions de l'article 6 de la loi du 27 avril 1838.

.../...

Article 23 -

Si les gîtes exploités dans la concession se prolongent hors de cette concession, le Préfet du département pourra ordonner sur le rapport des ingénieurs des mines, le concessionnaire ayant été entendu qu'un massif soit réservé intact sur chaque gîte près de la limite de la concession, pour éviter que les exploitations soient mises en communication avec celles qui auraient lieu dans une concession voisine, d'une manière préjudiciable à l'une ou à l'autre mine. L'épaisseur des massifs sera déterminée par l'arrêté du Préfet qui en ordonnera la réserve, elle sera toujours prise moitié de chaque côté de la limite.

Les massifs ne pourront être traversés ou entamés par un ouvrage quelconque, que dans le cas où le Préfet après avoir entendu le concessionnaire intéressé sur le rapport des Ingénieurs des mines, aura pris un arrêté pour autoriser cet ouvrage, et prescrire le mode suivant lequel il devra être exécuté ; il en sera de même pour le cas où l'utilité des massifs ayant cessé un arrêté du Préfet pourra autoriser le concessionnaire à exploiter la partie qui lui appartiendra.

Article 24 -

Dans le cas où il serait reconnu nécessaire à l'exploitation de la présente concession ou d'une concession limitrophe, de mettre en communication les mines des deux concessions pour l'aérage ou pour l'écoulement des eaux, ou d'ouvrir dans un point quelconque de la concession des voies d'aérage, d'écoulement ou de secours, destinées au Service des Mines de la concession voisine, le concessionnaire sera tenu de souffrir l'exécution des ouvrages qui auraient de telles destinations. Ces ouvrages seront ordonnés par le Préfet, sur le rapport des Ingénieurs des Mines, les propriétaires des deux concessions ayant été entendus, dans ce cas, il pourra y avoir lieu à indemnité d'une mine en faveur de l'autre, et le règlement s'en fera par experts, d'une manière analogue à ce qui est ordonné par l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, pour les travaux servant à l'évacuation des eaux d'une mine dans une autre.

Article 25 -

En cas d'abandon total des mines, ou de renonciation à la concession, le concessionnaire devra en prévenir le Préfet au moins dix mois à l'avance, afin qu'il soit pris les mesures nécessaires, soit pour sauver les droits des tiers par la publication qui sera faite de la demande, soit pour la reconnaissance complète et la conservation ou, s'il y a lieu, l'abandon définitif des travaux.

Article 26 -

Si des gîtes de minerai étrangers au sel compris dans l'étendue de la concession de MONTMOROT sont exploités légalement par les propriétaires du

.../...

sol, ou deviennent l'objet d'une concession particulière accordée à des tiers, la concessionnaire des mines de sel de MONTMOROT sera tenu de souffrir les travaux que l'administration reconnaîtrait utiles à l'exploitation des dits minerais, ou même si cela est nécessaire le passage dans ses propres travaux, le tout s'il y a lieu, moyennant une indemnité qui sera selon les cas réglée de gré à gré, ou à dire d'experts ou renvoyée au jugement du Conseil de Préfecture, en exécution de l'article 46 de la loi du 21 avril 1810.

Article 27 -

Dans tous les cas prévus par l'article 49 de la loi du 21 avril 1810, ou l'exploitation serait restreinte ou suspendue, de manière à inquiéter la sûreté publique, ou les besoins des consommateurs, le retrait de la concession et l'adjudication de la mine, ne pourrait conformément à l'art. 10 de la loi du 27 avril 1838, avoir lieu que suivant les formes prescrites par l'article 6 de la même loi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat des travaux publics
signé : J.B. TESTE

Pour copie conforme,
Le Maître des requêtes, chef de la Division du
Secrétariat général et du Personnel,
signé : E. ROBIN

Pour copie conforme,
Le Conseiller de Préfecture,
signé : illisible;

Pour copie conforme,
L'Ingénieur F.F. d'Ingénieur en Chef des Mines,
signé : DRCUOT.

Annexe A-5

Copie de l'arrêté du 16 juin 1999 autorisant la mutation de la concession de MONTMOROT au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est

**Arrêté du 16 juin 1999 autorisant la mutation
de concessions minières**

NOR : ECOI9900344A

Par arrêté du secrétaire d'Etat à l'industrie en date du 16 juin 1999, la mutation des concessions de mines de sel et/ou de sources salées des Aulnois, de Bosserville, de Courbesseaux, de Crevic, de Drouville, du Haras, de Saint-Laurent-Charmel, de Maixe, de Saint-Nicolas, de Portieux, de Rosières-aux-Salines, de Tonnoy, de Sainte-Valdrée, de La Madeleine-II, de Cauroy, de Champenoux (Meurthe-et-Moselle), d'Alexander-I et II, de Chambrey-I, II et III, du Haras-I, de Heinrich-Ley, de Salées-Eaux, de Sarralbe (Moselle), du Haras-II, de Saltzbronn, de Sarralben, de Sodbach-I (Moselle et Bas-Rhin), de Sodbach-II (Bas-Rhin), de Châtillon-le-Duc, de Miserey, de Pouilley-les-Vignes, de Serre (Doubs), des Epoisses, de Gouhenans, de Mélecey (Haute-Saône), de Grozon (sel), de Grozon (houille), de Montmorot, de Perrigny, des Salins (Jura), de Salies-du-Salat (Haute-Garonne), de Camarade, de Gausseraing (Ariège), de Dax, de Lescourre, de Saint-Pandelon (Landes), d'Annayaenia, de Bidart, de Brindos, de Gortiague, d'Eyhartzia, de Harretchia, de Larralde et de Sauveterre (Pyrénées-Atlantiques) est autorisée au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est, sans que cette autorisation implique approbation des conditions financières de l'opération ou préjuge la valeur des mines.

Annexe A-6

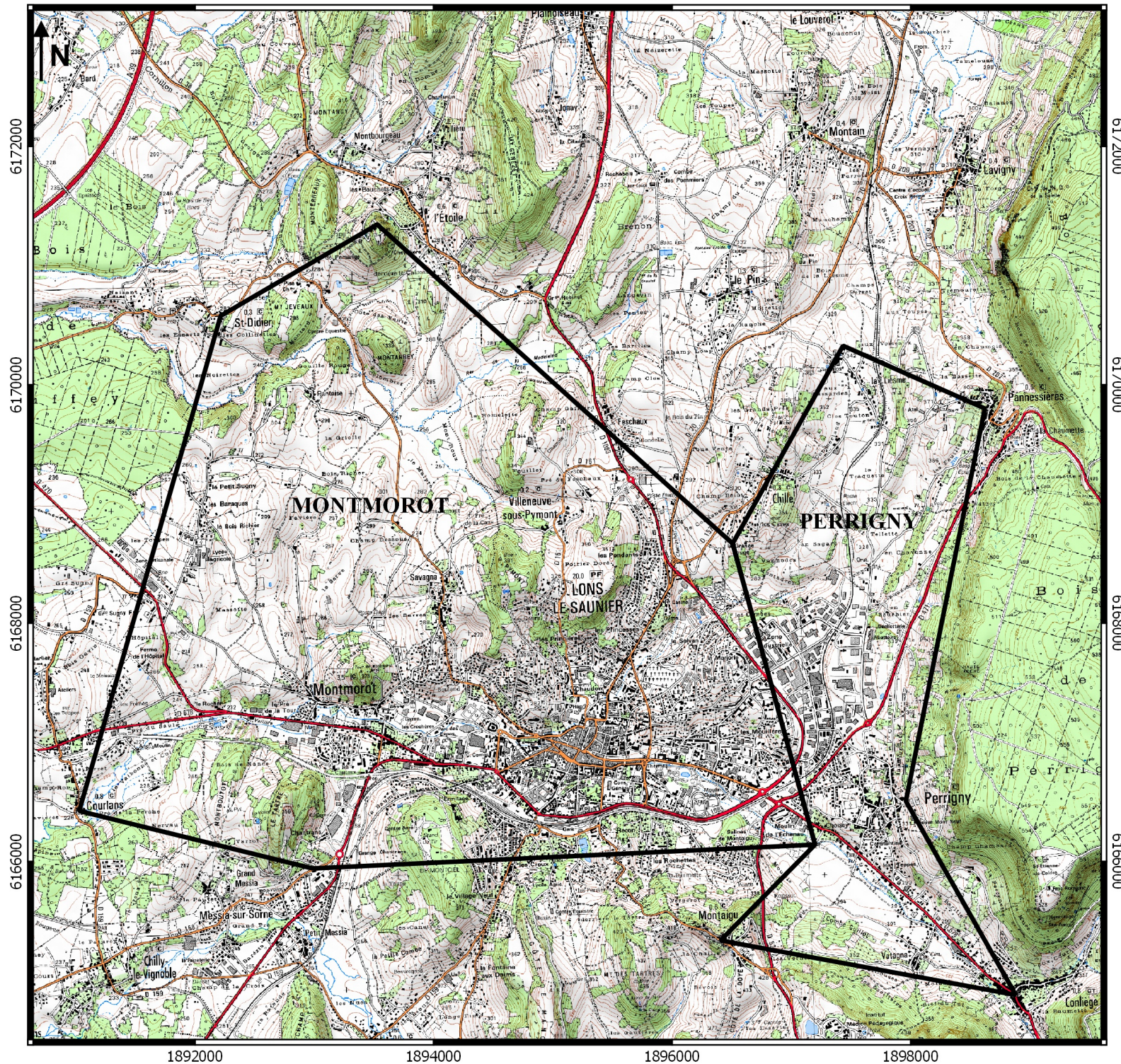
**Plan représentant les limites et les sommets de la concession de
MONTMOROT ainsi que des concessions de sel voisines**

1892000


1894000

1896000

1898000



Légende

 Limite de concession

Localisation



Echelle 0 400 800 1200 1600 m

Plan de situation de la concession de MONTMOROT et des concessions mitoyennes

Fichiers source:
SCAN 25 IGN

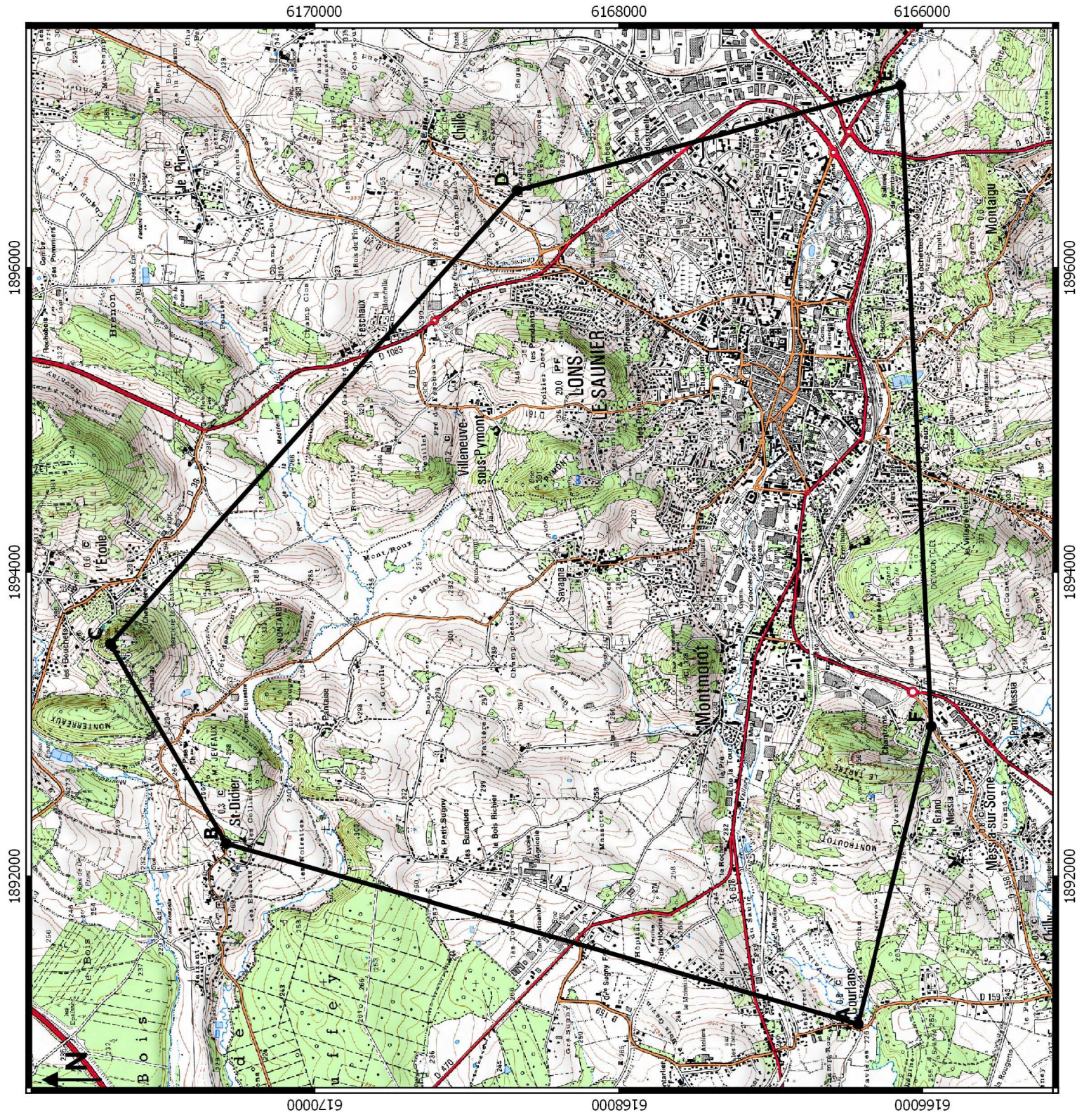
Système de coordonnées:
RGF 93 Zone CC47



Date: 31/07/17

Annexe A-7

**Plan présentant les coordonnées des sommets de la concession de
MONTMOROT**



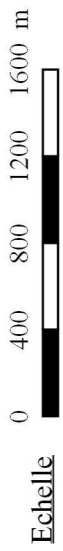
Légende

- Sommet de la concession
- Concession de MONTMOROT

Coordonnées des sommets de la concession

Sommet	X (m)	Y (m)
A	1891028	6166425
B	1892214	6170578
C	1893527	6171345
D	1896507	6168668
E	1897198	6166142
F	1892985	6165942

Localisation



Localisation de la concession de MONTMOROT



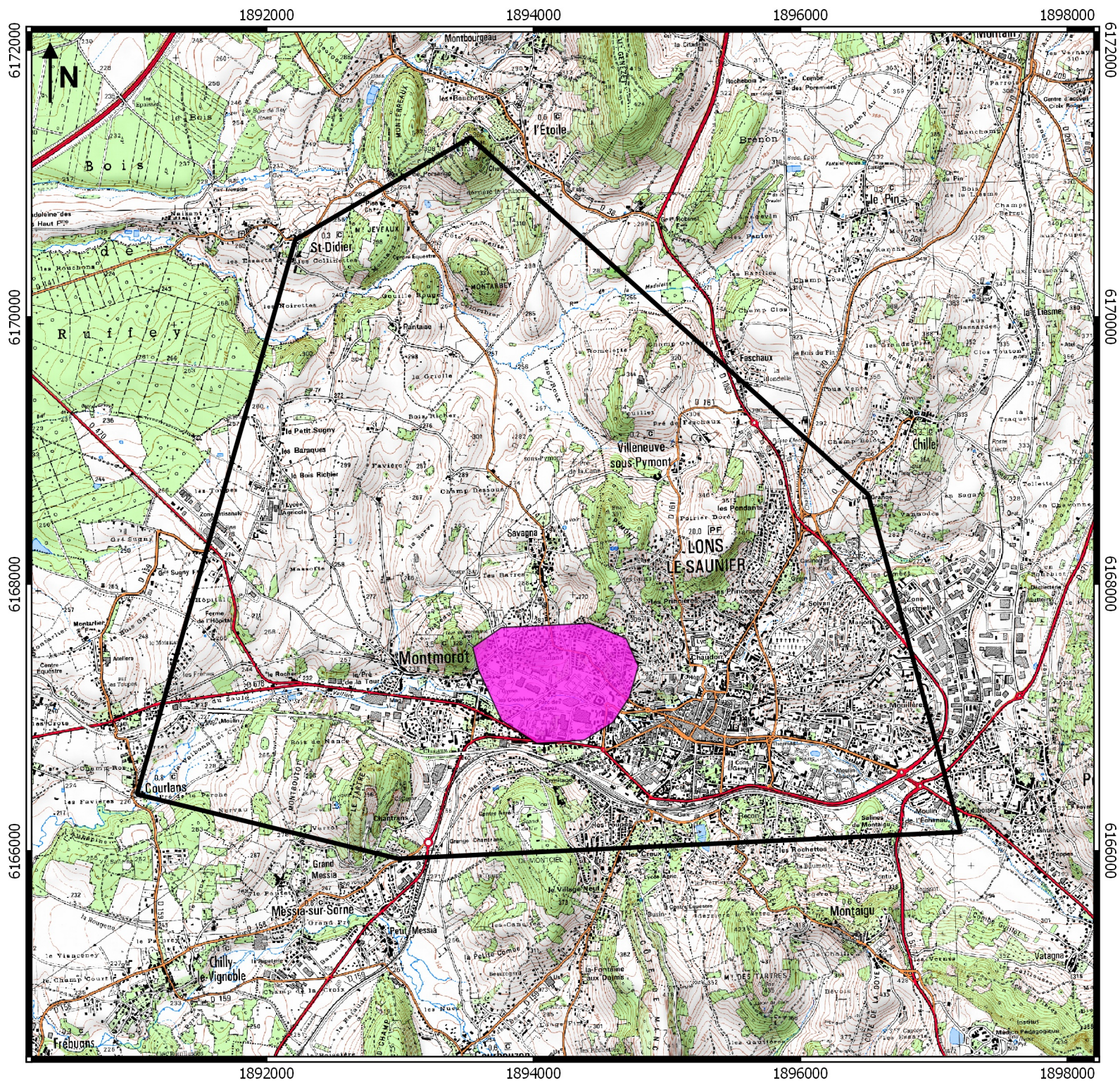
Fichiers source:
SCAN 25 IGN

Système de coordonnées:
RGF 93 Zone CC47

Date: 22/06/17

Annexe A-8

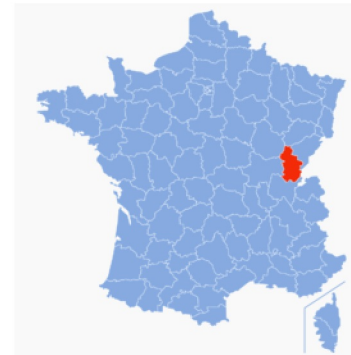
**Plan de localisation générale des ouvrages miniers et des
installations associées de la concession de MONTMOROT**



Légende

- Limite de concession
- Zone des travaux

Localisation



Echelle 0 400 800 m

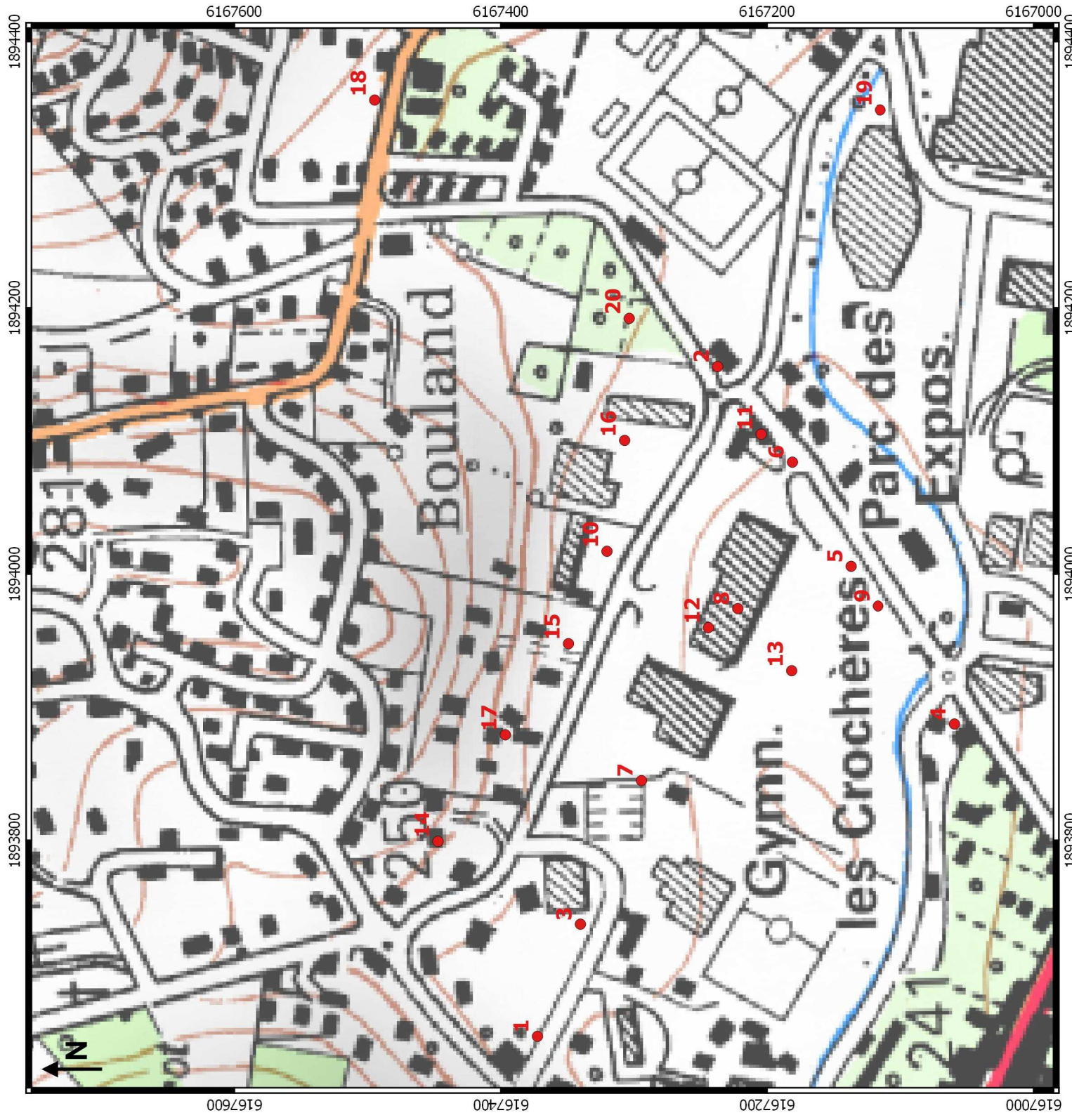
Localisation des ouvrages miniers

Fichiers source:
SCAN 25 IGN

Système de coordonnées:
RGF 93 Zone CC47



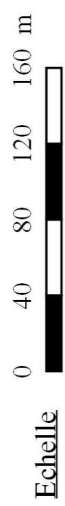
Date: 31/07/17




Légende

- Limite de concession
- Ouvrage

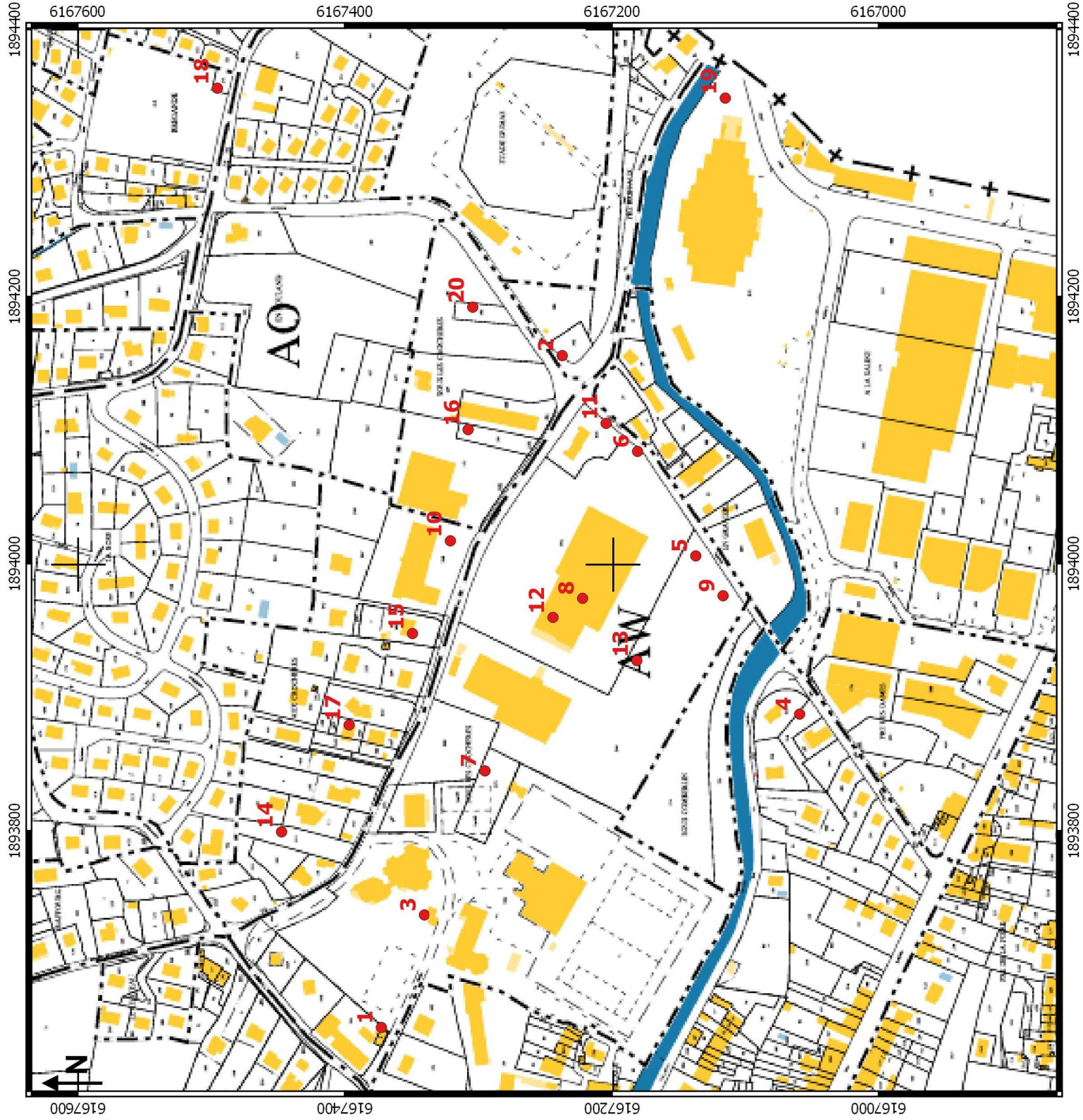
Localisation



Localisation des ouvrages miniers - fond IGN	
Fichiers source: SCAN 25 IGN	 Date: 15/05/18
Système de coordonnées: RGF 93 Zone CC47	

Annexe A-9

**Plan détaillé avec fond cadastral de la commune de Montmorot
présentant les ouvrages miniers de la concession de
MONTMOROT**



Légende

- Ouvrage

Localisation



Echelle 0 40 80 120 160 m

Localisation des ouvrages miniers - fond cadastral

Fichiers source:
SCAN 25 IGN

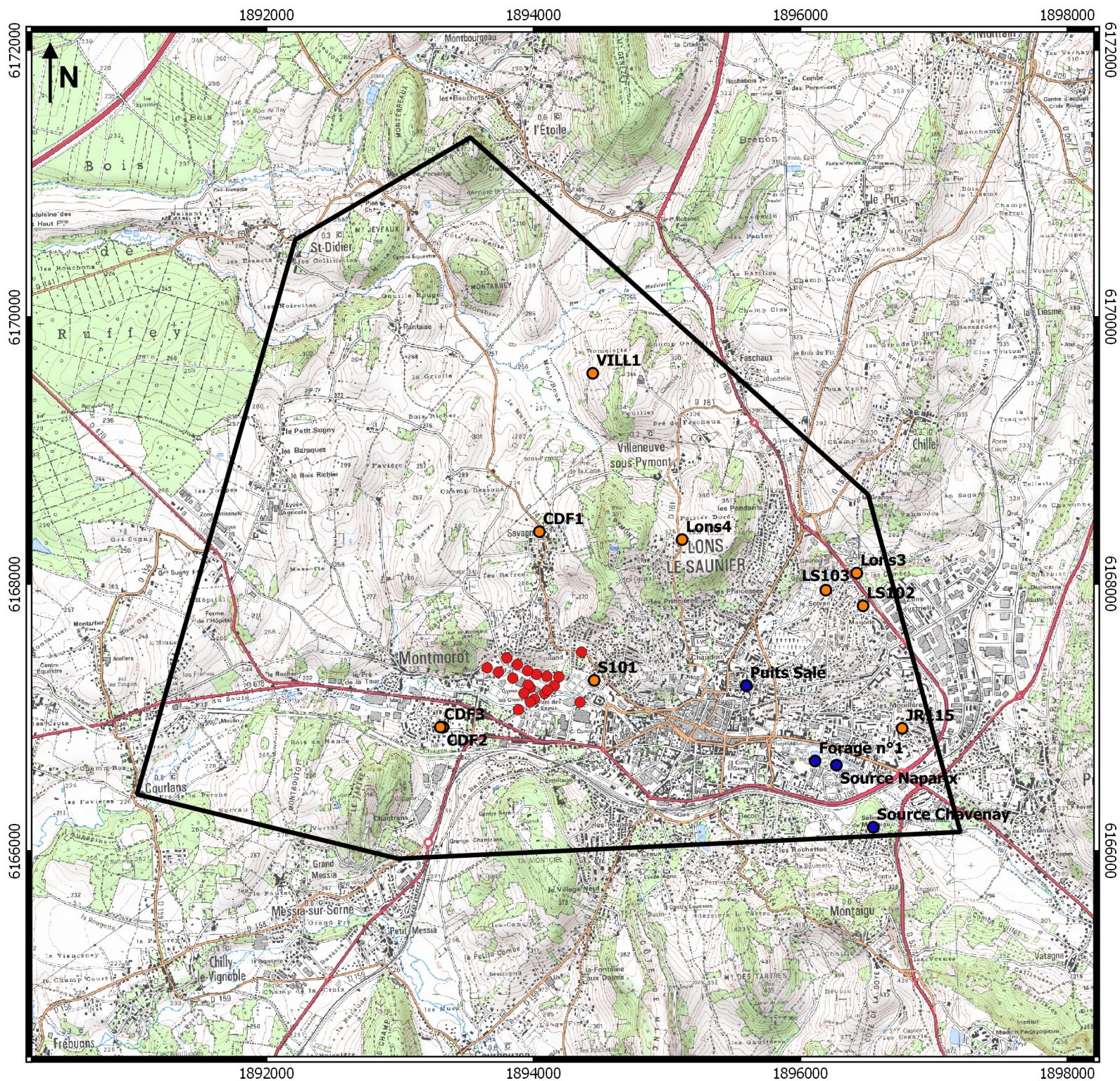
Système de coordonnées:
RGF 93 Zone CC47



Date: 15/05/18

Annexe A-10

**Plan de localisation des ouvrages non rattachés à la concession de
MONTMOROT ayant recoupés les couches salifères**



Légende

- Ouvrage rattaché à la concession
- Ouvrage lié à la recherche d'hydrocarbures
- Ouvrage lié au thermalisme
- Limite de concession

Localisation



Echelle 0 400 800 1200 1600 m

Localisation des ouvrages non rattachés à la concession de MONTMOROT ayant recoupés les couches salifères

Fichiers source:
SCAN 25 IGN

Système de coordonnées:
RGF 93 Zone CC47



Date: 18/12/17